

## **Le problème de la dette du Tiers-Monde**

Pourquoi abordé-je d'emblée la problématique de la dette alors que le sujet porte sur le sous-développement? A priori, la dette des pays pauvres envers les institutions financières internationales et des pays riches est considérée par plus d'un comme l'obstacle majeur à leur développement ; elle demeure une préoccupation majeure depuis déjà plusieurs décennies. Elle est aujourd'hui au coeur des grands débats nationaux et internationaux tout en faisant objet de vives dénonciations par une légion d'organisations internationales. La revendication de ces organisations tant du Sud que du Nord est l'annulation sans condition de cette lourde dette qui constitue la principale entrave à ces économies moroses et qui empêche les pays en voie de développement (PVD) de réunir les conditions pour se décoller. Il s'avère important de se poser quelques questions à savoir : Pourquoi les pays ont-ils consentis des prêts ? Comment sont-ils arrivés à s'être endettés au point que leurs obligations financières deviennent un accroc à leur développement ? Quels sont les rôles du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) dans ce carrefour si difficile pour les PVD ? Il faut dire aussi que la situation de la dette du Tiers-Monde évoque beaucoup d'autres interrogations qui ne sont traitées ici mais qui ne sont pas sans influences sur les politiques internes nationales. En fait, je me limite à celles là pour élucider un peu les relations de près ou de loin entre la dette et le sous-développement et à quels niveaux elle affecte les populations pauvres.

### **Des prêts au développement transformés en cauchemar pour les PVD**

Dans les années 60, dans l'économie saturée du Nord reconstruite après la seconde Guerre mondiale de 1939-1945, les investissements étaient devenus peu rentables. Les banques, face à une situation d'excès de liquidité, avaient profité de l'arrivée des états africains fraîchement affranchis de la colonisation et des difficultés économiques des pays latino-américains et caraïbéens pour rééquilibrer leurs économies. Ces pays regroupés sous le label du Tiers-Monde s'étaient vus accorder des prêts à des conditions avantageuses aux fins de financement des projets visant à la création des moyens de production et des infrastructures. Les pays du Tiers-Monde ont investi dans le secteur primaire en produisant notamment des denrées agricoles (café, cacao, coton, etc.) et des matières premières (cuivre, aluminium, or, argent, etc.) pour le marché international, en particulier de l'Europe. " *De 1961 à 1989, la dette est passée de 21 à 560 milliards de dollars* "1[1]. Quelques vingt ans plus tard, au début des années 80, le marché international saturé n'a pas pu absorber la production du Tiers-Monde ; les pays ont connu dès lors un déficit énorme. Parallèlement, les taux d'intérêt ont grimpé, ce qui a fait crouler rapidement des économies. Le Mexique, l'Argentine, le Brésil ont sonné l'alerte. Les pays

---

SSource : CNCD: " *Abolir la Dette du tiers monde pour libérer le développement* " dans [<http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/sitecncd/pages/docs/abolirdettelibererdeveloppement.pdf>] (page consultée le 04 novembre 2007).

africains s'étaient également retrouvés dans le labyrinthe, Ils ne pouvaient plus rembourser leurs dettes. La crise de la dette s'est annoncée.

Les deux chocs pétroliers des années 70 ont été fortement défavorables pour les pays en développement, étant des importateurs nets. Les coûts de l'importation des produits pétroliers ont augmenté considérablement. A l'échelle du marché mondial, les prix des matières premières, l'essentiel des exportations des PVD, se sont stabilisés et ont même diminué pour certains. Par ailleurs, je voudrais souligner l'effet pervers des taux d'intérêt qui ont triplé en seulement une dizaine d'années de 1970 à 1980. Dans ce contexte, de nombreux pays, plutôt que réduire leurs importations et leur niveau de vie, ont choisi la voie de l'endettement. Ainsi, progressivement, des pays ont accumulé une importante dette extérieure. Ce processus cumulatif d'endettement a entraîné les pays dans le cercle vicieux " *de s'endetter pour payer le service des dettes antérieures* " caractérisé par une totale défaillance des économies nationales qui se manifeste par la crise de l'endettement actuel. La crise est due essentiellement à l'effet combiné de la baisse des revenus d'exportation (balance commerciale déficitaire) et de l'explosion des taux d'intérêts. Ainsi, à la fin de 2000, la dette des pays du Tiers-Monde ont atteint près de 2100 milliards de dollars selon la Banque mondiale citée par Abdelmalki (2002).

#### **Les facteurs du sous-développement haïtien et leurs influences**

Après environ deux siècles passés dans un rude système esclavagiste, cette partie de l'île des caraïbes d'Hispaniola dominée par la France, l'une des grandes puissances coloniales des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles, flanqua le joug de l'esclavage pour fonder la République d'Haïti, la première Nation noire libre du monde, le second Etat indépendant de l'Amérique après les Etats-Unis.

##### **a) 1<sup>er</sup> Janvier 1804, un nouvel Etat naît dans une ambiance d'hostilité internationale**

Dans un discours solennel devant une foule en liesse, en ce matin du 1<sup>er</sup> janvier 1804, le vainqueur de Rochambeau, chef de l'armée expéditionnaire française contre Saint Domingue, le général Jean-Jacques Dessalines proclama l'indépendance d'Haïti et signa l'acte de la création du nouvel Etat. Cette indépendance de la plus riche colonie française alla, dès le départ, se heurter contre l'hostilité des puissances coloniales qui ont vu dans cet acte un affront et un mauvais exemple à réprimander ; la France voulut coûte que coûte reconquérir son ancienne colonie. De ces hostilités, naquirent le blocus et l'isolement du pays ; le " *premier embargo* général " contre Haïti. Le refus du pays sur la scène internationale avec les conséquences qui en découlèrent s'étendit jusqu'à l'imposition, après 25 ans, d'une obligation financière illégitime de 150 millions de francs par la France. " *...Nous concédons, à ces conditions, par la présente ordonnance, aux habitants actuels de la partie française de Saint-Domingue, l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement.* ", dit le roi Charles X (JOACHIN, 1979). Cette

dette, " équivalent du budget annuel de la France à l'époque " (CADTM2[2], 2004), a été extrêmement lourde pour une nation naissante, isolée et dont la production à l'exportation constituait essentiellement de café, de coton, de bois de campêche, d'indigo. Elle fut réduite à 60 millions de francs à cause de l'incapacité du pays à y répondre. Ainsi, Haïti partit donc d'un bilan très négatif qui affecta pendant longtemps ses résultats économiques.

#### **b) Les crises internes et leurs conséquences**

De l'indépendance à aujourd'hui, Haïti a toujours fait face à une instabilité politique chronique. Les compromis politiques ayant réuni anciens et nouveaux libres et favorisé l'apothéose de 1804 se sont vite sombrés sous les divergences économiques et politiques. Le pays est en proie à une division généralisée et une dichotomie pernicieuse qui accentuent la haine et l'intolérance. Sur le plan politique, les conflits ont éclaté avec l'assassinat en 1806 de Dessalines, le symbole de l'unité nationale. Ces bavures caractérisées par des massacres, des incendies accompagnés de pillages ayant jalonné toute l'histoire politique haïtienne, ont déjà atteint plusieurs fois le summum et causé des interventions militaires dans le pays. En 1915, les Américains ont pris possession du pays pour éviter une dérive imminente suite au lynchage du président Vilbrun Guillaume Sam sous l'accusation d'avoir massacré des prisonniers politiques. Durant toute l'histoire, si elle a été modifiée dans sa forme, la toile de fond des scénarios de la politique haïtienne est encore teintée de division, de luttes intestines et de marginalisation des valeurs nationales. Les troubles sociopolitiques de 1985-1986 pour démettre le dictateur Jean Claude Duvalier, les envahissements militaires en 1994 suite au coup d'état de 1991 et de 2004 pour mettre un terme à la dictature " *lavasienne* " sous l'égide de Jean Bertrand Aristide sont des preuves palpables de la constante pagaille politique haïtienne dont la répression et la torture sont les armes couramment utilisées.

Cette situation d'instabilité permanente du pays a eu de graves conséquences économiques et sociales. Les caisses de l'Etat ont fait objet de dilapidations répétées et les auteurs ont toujours pu bénéficier du laxisme des gouvernants. La corruption s'est insérée dans toutes les interstices des institutions et couronnent les pouvoirs. L'économie nationale est en décadence continue ; sans projets économiques, le pays succombe sous le poids de l'inflation. La population aux abois n'a qu'une issue l'émigration massive clandestine en particulier vers d'autres pays du continent tels : République Dominicaine, Cuba, USA, Canada ... Depuis la chute d'Aristide en 2004, toutes les conditions étant réunies, le banditisme a connu une mutation des plus sévères avec le " *kidnapping* ". Le désordre administratif et le banditisme sont généralisés, les lois sont faibles et les Gouvernements semblent n'avoir aucune capacité réelle d'affronter ces crises. En dépit de la présence actuelle des forces

---

2[2] Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde

onusiennes, la MINUSTAH<sup>3</sup>[3], forte de plusieurs milliers de soldats et policiers avec tous les moyens techniques et financiers, les changements sont peu visibles même à la loupe.

### c) La question de la dette haïtienne

On ne peut pas poser la question de la dette haïtienne sans prendre en compte le montant dit de dédommagement des colons français imposé à Haïti en 1825 par la France, 60 millions de francs de dette du compte d'un pays naissant sans économie. En seulement trois ans plus tard " *en 1828, le gouvernement haïtien doit emprunter pour rembourser les emprunts précédents* " (CADTM, 2004). Comme beaucoup de pays de l'Amérique latine, de l'Afrique, Haïti a eu recours aux emprunts externes des années 1960 et du coup est entrée dans le cercle vicieux " *s'endetter pour payer le service de la dette* ". Selon plus d'un, une grande partie de ces emprunts a été contracté au nom du peuple haïtien par le régime des Duvalier. En 1986, année de la fin du régime, la dette externe d'Haïti avait déjà franchi la barre des 700 millions de dollars dont une bonne partie a été détournée vers les banques étrangères. L'Office fédéral de la justice (OFJ) de Suisse, dans un communiqué en juillet 2008, a décidé de bloquer environ 7 millions de francs (environ 6.5 millions dollars américains<sup>4</sup>[4]) suspectés d'être d'origine délictueuse que l'ancien président Jean Claude Duvalier disposerait en banque dans ce pays. En 2006, l'encours de la dette publique externe a été de 1.41 milliards de dollars américains (BRH<sup>5</sup>[5], 2006).

### Aperçu sur les conséquences<sup>6</sup>[6]

Bien qu'étant l'un des Etats les plus âgés de l'Amérique, trop bouleversée par les crises internes et coincée par les obligations de ses dettes innées, Haïti, deux fois centenaire, n'a pas pu sortir du marasme économique et s'est retrouvée enlisée dans le sous développement. Ce résultat des processus cumulatifs de mauvaise gouvernance, d'insécurité sur fond de corruption a conduit à un tableau sombre de la situation actuelle d'Haïti. Elle est en queue des classements de développement ; par contre, elle bat le record quant aux indicateurs de corruption et de criminalité, ce qui fait d'elle l'Etat le plus pauvre de l'Amérique et l'un des plus pauvres du monde dont environ  $\frac{3}{4}$  de ses 8.5 millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour. L'analphabétisme touche 47.1 % de la population d'hommes et femmes de 15 ans et plus tandis que le taux de mortalité infantile est de l'ordre de 62.33 %<sup>u2030</sup>. La balance commerciale du pays est constamment négative avec des importations de plus de trois fois plus importantes que les exportations. Sur le plan de sécurité, la

---

<sup>3</sup>[3] Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti

<sup>4</sup>[4] 1 franc suisse = 0.91774 dollar américain (source : " Taux de change des principales devises " dans [<http://www.capital.fr/cotations/devises.asp>], le 15 août 2008)

<sup>5</sup>[5] Banque de la République d'Haïti

<sup>6</sup>[6] Les statistiques utilisées ont été prises dans [<http://www.indexmundi.com/fr/haiti>]

situation est plus qu'inquiétante. Les autorités doivent tirer la conclusion que la paix et la sécurité ne sont pas essentiellement liées à la présence et au nombre de militaires dans le pays. Logiquement pauvreté rime avec insécurité, instabilité et corruption, l'inverse est aussi vraie dans la mesure où ils sont des corollaires réciproques. Les faits courants de manifestations et de résurgence des actes de violences, de la corruption sont très caractéristiques du sous-développement ou de la lutte pour la survie.

### **Une nation face à son destin**

Faut-il avoir des lunettes pour voir qu'en Haïti tout est à faire ou devra-t-on être un spécialiste pour comprendre que ce pays vit encore les temps les plus reculés. Les effets combinés de l'endettement, des crises sociopolitiques et leurs corollaires coincent la population dans une misère noire. Pourtant, le pays est tenu de respecter ses engagements envers les créanciers internationaux et de faire vivre ces concitoyennes et concitoyens. Des groupes réclament purement et simplement l'annulation de la dette d'Haïti dans des correspondances, pétitions et par des manifestations. D'autres vont jusqu'à demander le rejet des aides financières notamment du FMI et de la Banque Mondiale et selon certains, le néolibéralisme est un danger majeur pour les petites économies qu'il faut combattre. Entre temps, Haïti a atteint le point de décision en 2006 (FMI, 2007), ce qui va lui permettre de bénéficier pleinement de l'initiative PPTE<sup>7[7]</sup>. Donc, autant de visions différentes sur la problématique haïtienne. Les contraintes conditionnelles de l'assistance internationale depuis les programmes d'ajustement structurel (PAS) constituent une césarienne dont les effets immédiats attisent les agitations des masses et les résultats sont peu certains même à long terme en raison des incertitudes sur l'évolution du contexte de base et des améliorations projetées. Or, le sous développement est l'état d'incapacité même des pays pauvres à réunir les minima socio-économiques pour atteindre un développement en tant que tel. Dans le contexte mondial actuel, vouloir s'auto-tirer du cercle vicieux du sous-développement est un leurre. Dans ce sens, Haïti doit pouvoir compter sur l'assistance internationale. Par rapport à la question de la dette, le bénéfice de l'initiative PPTE pourrait être positif moyennant que le pays continue de rester sur la voie des progrès relatés par les instances internationales. Il serait intéressant pour beaucoup de pays parmi lesquels Haïti que les institutions fassent plus de preuves de bonne volonté dans leurs soutiens à les aider à se décharger du fardeau de la dette. Selon Dominique Strauss-Kahn, "*le FMI ne peut plus se contenter d'être un "gendarme" qui prête de l'argent en contrepartie de règles très dures pour les pays en difficulté.*" Cette déclaration du directeur générale du Fond monétaire international devra soulever le débat entre pays clients et institutions et pays créanciers sur la légitimité des dettes actuelles, notamment celles d'Haïti détournées par des régimes politiques dictatoriaux et corrompus.

---

<sup>7[7]</sup> Pays pauvres très endettés

Qu'elles devraient être les priorités de l'Etat haïtien ?

Aujourd'hui, le pays est dans l'urgence ; il nécessite des efforts titanesques pour enfin aborder le virage vers le développement durable. Cependant, le choix des priorités s'avère difficile pour plusieurs raisons dont l'extrême pauvreté qui tenaille la population et alimente l'insécurité. Pour remettre le pays sur les rails, les gouvernements devront mener une politique basée sur une lutte efficace contre la pauvreté et en faveur de la stabilité politique tout en faisant de la réduction du chômage, de la production nationale et de la réduction de l'insécurité les cibles premières. Avec, le bénéfice de l'initiative PPTE, l'Etat devrait avoir plus de moyen pour s'investir à la création des conditions sécuritaires très indispensable aux investissements nationaux et étrangers. Tant qu'il n'y ait pas de sécurité il n'y aura pas d'investissement et sans investissement il n'y a pas d'emploi. Donc, seul l'Etat dispose des moyens et du pouvoir pour créer cette sécurité que le pays a tant besoin. En outre, augmenter le niveau de la production nationale revient à encourager le secteur privé en prenant des mesures tarifaires, fiscales, douanières qui à la fois la protègent et la rendent plus compétitive. Je voudrais surtout insister concernant le secteur primaire notamment que l'Etat, dans une perspective de garantir la sécurité alimentaire et de minimiser les risques d'une éventuelle crise alimentaire comme celle que le pays connaît actuellement, puisse sans conteste appuyer financièrement, politiquement et techniquement l'agriculture, l'élevage et la pêche. Le désenclavement du pays est aussi une des grandes urgences. Ce désenclavement sous entend la réalisation des réseaux routiers, la mise en place des moyens de communication et énergétique stables à travers tout le territoire national. Ce sont des prémisses pour enclencher un processus de développement.

En définitive, l'Etat haïtien devra se responsabiliser et s'assumer afin d'enlever à la première République noire indépendante cette étiquette de *pays le plus pauvre de l'Amérique* et de relever les défis du sous-développement; dans ce sens, les responsables devront pouvoir négocier et exploiter dignement les opportunités internationales, optimiser la valorisation des ressources du pays et appliquer une politique rationnelle et éclairée de développement.

#### **Bibliographie**

ABDELMALKI, Lahsen. " *Faut-il annuler la dette du Tiers-Monde ?* " dans [[http://www.usenghor-francophonie.org/international/conf/2002/abdelmalki\\_dette.pdf](http://www.usenghor-francophonie.org/international/conf/2002/abdelmalki_dette.pdf)] (page consultée le 02 juillet 2008)

BANQUE DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI. *Rapport annuel 2006*, 127p.

COMITE POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS MONDE. " *Abolir la Dette du tiers monde pour libérer le développement* ", dans [<http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/sitecncd/pages/docs/abolirdettelibererdeveloppement.pdf>] (page consultée le 04 novembre 2007).

COMITE POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS MONDE. " *Haïti : 200 ans après, à quand l'indépendance ?* " dans [http://www.cadtm.org/IMG/article\_PDF/article\_405.pdf] (page consultée le 20 septembre 2007).

CONFEDERATION SUISSE, Département fédéral de justice et police. " *Communiqués de l'Office fédéral de la justice du 02 juillet 2008* " dans [http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/dokumentation/mi/2008/ref\_2008-07-02.encoded-Show%3D1%26print%3D1.html]

DOMINIQUE, Strauss-Kahn. " *Le FMI ne peut plus se contenter d'être un gendarme* " dans [www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3234,36-961362,0.html?xtor=RSS-3210] (page consultée le 22 novembre 2007).

FOND MONETAIRE INTERNATIONAL. *Rapport annuel 2007*, 84p.

JOACHIN, Benoit. *Les Racines du sous-développement en Haïti : la formation sociale d'Haïti (des conquistadores aux marines)*, Port-au-Prince, Imprimerie Henry Deschamps, 1979, 257 p.

<http://www.indexmundi.com/fr/haïti>

©

[FONTIL Nolex, Ing.Agr. Msc.](#)  
Alexandrie, Août 2008

---

SSource : CNCD: " *Abolir la Dette du tiers monde pour libérer le développement* " dans [http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/sitecncd/pages/docs/abolirdettelibererdeveloppement.pdf] (page consultée le 04 novembre 2007).

[2] Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde

[3] Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti

[4] 1 franc suisse = 0.91774 dollar américain (source : " *Taux de change des principales devises* " dans [http://www.capital.fr/cotations/devises.asp], le 15 août 2008)

[5] Banque de la République d'Haïti

[6] Les statistiques utilisées ont été prises dans [http://www.indexmundi.com/fr/haïti]

[7] Pays pauvres très endettés